

**ARRETE N° 221-DDPP- 17**  
**portant modification de la zone de chalandise**

Le préfet de la Loire

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;  
VU l'arrêté ministériel de 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;  
VU l'arrêté préfectoral n°16-68 du 21 mars 2016 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Loire,  
VU l'arrêté préfectoral n°436/DDPP/16 du 28 octobre 2016 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques,  
VU l'arrêté d'autorisation du 15 octobre 2001 réglementant les activités exercées par la S.A.S SUEZ RV Borde-Matin dans ses installations sises à ROCHE-LA-MOLIERE – Borde-Matin ;  
VU l'arrêté complémentaire du 11 octobre 2007 interdisant la réception des déchets de l'arrondissement de Roanne, sauf ceux produits en quantités limitées et ceux issus d'installations momentanément arrêtées ;  
VU l'arrêté complémentaire du 28 septembre 2015 portant prescriptions complémentaires ;  
VU le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux du département de la Loire de 2016 ;  
VU la demande de modification des conditions d'exploitation du 20 décembre 2016 effectuée par la société SUEZ RV Borde-Matin auprès de Monsieur le Préfet de la Loire ;  
VU le rapport de l'inspection des installations classées du 21 mars 2017 ;  
VU l'avis des membres du CODERST du 15 mai 2017 ;  
VU les observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société SUEZ RV Borde-Matin sise sur la commune de Roche la Molière afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1**

Les articles 14.1, 14.3 14.4 et 14.5 de l'arrêté du 11 octobre 2007 sont supprimés.

**ARTICLE 2**

L'article 14.2 de l'arrêté du 11 octobre 2007 est modifié comme suit :

L'origine géographique des déchets admis dans l'installation de stockage est limitée au département de la Loire.

Les déchets produits dans les départements limitrophes peuvent être admis dans l'installation de stockage dans le respect du principe de proximité avec les restrictions suivantes :

- la zone de chalandise est limitée à 70 km « route » autour de l'installation.
- Le quota d'importation est limité à 50 000 t/an assorti des conditions suivantes :

- DAE : respect de la définition des DAE ultimes de ce Plan à l'horizon 2022 : aucune benne DAE brute à l'entrée des installations de stockage,
- OMR : acceptées dans la mesure où la collectivité importatrice se conforme aux exigences fixées par la collectivité la plus grosse productrice d'OMR du territoire.

Pour les OMR, l'exploitant devra justifier avant toute importation du respect du principe de proximité, par contrat établi avec les collectivités.

Ces dispositions s'appliquent à tous types de déchets à l'exception des déchets d'amiante lié pour lesquels il convient de se référer aux dispositions de l'article 45. Les quantités de déchets d'amiante lié ne seront pas comptabilisées dans le quota attribué ci-dessus aux départements limitrophes.

### **ARTICLE 3**

Le deuxième paragraphe de l'article 14.6 de l'arrêté du 11 octobre 2007 est modifié comme suit: Les tonnages de déchets concernés ne seront pas comptabilisés dans les quotas attribués aux départements limitrophes. En tout état de cause, le tonnage maximal admissible dans l'installation de 500 000 T/an ne pourra être dépassé.

### **ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

### **ARTICLE 5 – PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Roche la Molière pendant une durée minimum d'un mois.

Monsieur le maire de Roche la Molière fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire, l'accomplissement de cette formalité.

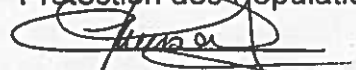
Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société SUEZ RV Borde Matin.

### **ARTICLE 6 – EXÉCUTION**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Loire, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'Inspection des Installations Classées, Madame la Directrice Départementale de la Protection des Populations et Monsieur le maire de Roche la Molière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie de Roche la Molière et à la société SUEZ RV Borde-Matin.

Fait à Saint-Étienne, le 18 mai 2017

La Directrice Départementale de la  
Protection des Populations

  
**Nathalie GUERSON**

**Copie adressée à :**

- SUEZ RV Borde-Matin

Universaône

18, Rue Félix Mangini

69009 LYON

- Monsieur le maire de ROCHE LA MOLIERE

- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UID 42/43

- Archives

- Chrono

